



3€

**Cher patron
CONNARD :**
harcèlement
sexuel dans une
pizzeria **Page 4**

Le dos de la cuiller ne veut pas y aller

irrégulomadaire satirique N° 128-129, novembre 2024

Étoile à gogos

RECEL DE LOGO À L'HOSTO

Victime d'un trafic d'image entre Paris et Nantes, le CHU s'est fait refiler pour 185 000 € un logo qui a déjà beaucoup servi dans le monde entier et qu'on trouve en vente pour des clopinettes dans des banques d'images.

► page 6



Couscous & caviar

**Tipiak
gave Bébert**

Le patron semoulier se refait du blé, in extremis.

TIPIAK se sera montré jusqu'au bout très généreux envers Hubert Grouès, son PDG historique. Vendu à la coopérative Terrena, le groupe industriel agroalimentaire nantais (céréales, semoule, tapioca, lentilles, etc.) a versé à son dirigeant, 76 ans et à l'abri du besoin, une rémunération brute de 725 392 € pour l'an 2023. Soit une hausse de 26 % de ses émoluments. Il faut sans doute y voir une forme d'hommage ultime aux prouesses de l'entreprise : ses ventes ont affiché l'an passé un recul de 6% et une perte nette de 10 M€, alors que 2022 s'était conclu sur un gain de 4,1 M€. Cette générosité doit émouvoir les centaines de petites mains trimant dans les usines du groupe, qui réclament une hausse d'un salaire souvent au ras des pâquerettes sur les lignes de production, autour des 1400€ net par mois.

Déjà, en 2018, une prime spéciale de 540 000 € octroyée au pédégé, malgré une baisse de résultats de 18 %, avait déclenché une grève sur trois sites de Tipiak. À l'époque, la direction avait défendu une légitimité de la prime, ajoutant que son pédégé « renonçait "à toute indemnité de départ" quand il quittera le groupe, à 75 ans » (Presse-O, 18/06/2018)... Il est parti à 76, c'est ça, l'astuce.

Pour soigner sa pauvre retraite, Hubert Grouès s'est vu attribuer en sus plusieurs milliers d'actions supplémentaires, portant son total personnel à 73 820 actions, soit un bonus de plus de 6 M€. Au passage, on remarquera qu'il s'est fait discret sur son statut de neveu de l'abbé Pierre, récemment devenu peu recommandable. Depuis le décès de ce dernier, Hubert Grouès assurait le lien entre la famille et le mouvement Emmaüs. Les bonnes actions valent plus que l'héritage d'un serial prédateur sexuel. ■

Cha ch'est chur

À SAINT-NAZAIRE, un article démarre avec de faux airs de polar pour dame patronnesse : « Un mystérieux empoisonneur de chats rôderait en centre-ville » (Le Figaro, 20/08). Puis la rumeur au conditionnel s'étaye par un témoignage choc : « Des voisins m'ont dit qu'ils avaient déjà entendu quelqu'un dire "un sac-poubelle, une pelle et ça dégage" ». Avec de l'entendu dire de l'entendu dire, les deux fous s'annulent, bien entendu. ■

Ouest-France : moins de Hutin, plus de requins

Le bon Dieu François-Régis Hutin décédé en 2017, ses héritier·ères mis·es sur la touche, l'état-major du groupe de presse se modernise pour se requinquer : requins de la finance et des ministères y sont comme des poissons dans l'eau. À l'étroit dans l'Ouest, leurs mâchoires grandes ouvertes ont un appétit hexagonal à l'image de la future télé sur la TNT baptisée OFTV et attendue en septembre 2025. L'ambition oblige à un exercice de transparence sur le fonctionnement interne, une révolution culturelle mais pas vraiment.

La Pie qui chante Les humanistes associés

À la tête d'Ouest-France, une asso qui se dit anticapitaliste... Si, si.

OUEST-FRANCE le répète comme un mantra : le groupe de presse est in-dépendant, à l'abri des appétits et des papivores, puisqu'il est détenu par une association 1901 « garante de la pérennité économique du groupe ». Absence de capital*, buts non lucratifs, « à l'abri de toute attaque capitaliste ».

Cette « Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste », alias ASPDH, est en fait tout sauf transparente, malgré son nom bien ronflant et un peu tarte. « C'est une sorte de holding, hybride entre le modèle associatif et le modèle business », explique son président David Guiraud. Rencontré le 26 septembre, il a lâché quelques trucs avant de bloquer toute information. Fourni par la filiale Sipa* qui gère le journal, l'ASPDH est dotée d'un budget de 300 000 à 400 000 € par an, ce qui paye un chargé de mission détaché d'Ouest-France, l'organisation d'événements, de journées de réflexion pour les salarié·es, de prix de la démocratie, et accessoirement le président himself. Tous les administrateur·trices sont bénévoles. Tous·tes, sauf le président, 69 ans. Lui perçoit 3 800 € par mois, qu'il vente ou qu'il neige : « Euh... j'ai une petite société par ailleurs, je facture ce que l'association, euh, me demande de facturer ». Il n'a pas dit fracturer. Le mot est tabou dans sa famille, lui qui est le fiston du pédégé des coffres forts Fichet-Bauche. Il facture sa part, mais ne connaît même pas le montant des cotisations des membres de l'association qu'il préside, « 30 ou 40€, peut être 50... ».

Joyeux opaque

Depuis son lancement en 1990, l'ASPDH soutient surtout des principes d'opacité, sans doute à connotations humanistes. Pendant trente ans, les syndicats de la maison ont demandé et redemandé qui y siégeait, et donc qui les dirigeait. Secret défense. La liste des membres, administrateur·ices et bureau, n'a été rendue publique qu'en 2020. C'est alors le début de la normalisation du groupe, ce qui passe par la réduction des pouvoirs des héritiers du bon Dieu François-Régis Hutin, qui a mené le journal et le groupe sans partage pendant quarante-six ans. Incontesté, omniprésent, autoritaire, courtois et craint, ce Dieu-là est mort en 2017. Un audit, tenu secret, légitime depuis la mise sur la touche de ses descendants.

Retombées au passage

Le passage du groupe sous tutelle associative a soigné les retombées financières : « Un montage juridique permet de protéger le journal des appétits extérieurs, sans oublier d'arrosier discrètement les familles propriétaires » (Challenges, 11/12/2017). Pour le SNJ, syndicat majoritaire chez les journalistes d'OF, « le changement de statuts, toujours présenté comme le



Déshumanisation Les hutinistes dissociés

Cachez ces Hutin qu'on ne saurait voir.

LONGTEMPS, le bon Dieu a régné sans partage. Mais, après la mort de François-Régis Hutin en 2017, les temps sont mûrs pour démanteler l'hégémonie de son clan familial menant Ouest-France. Enfants et gendre vont se retrouver poussés sur la touche. Au fil des ans, de nouveaux membres sont recrutés au sein de l'ASPDH, créant la dilution par le nombre du clan Hutin&Cie, jusqu'ici prépondérant. En 2017, sur 52 membres de l'ASPDH, on dénombre 22 membres de la famille Hutin (42,3 %). En 2024, on ne compte plus que 13 Hutin sur 60 membres (21,6 %). Et aucun au sein du bureau exécutif de l'asso, là où tout se décide.

En juin 2021, nouveau règlement intérieur. Le droit de vote en AG est limité à 80 ans « si ma mémoire est bonne », dit le président. Ce qui retire sa voix à Jeanne-Françoise Hutin, veuve du bon Dieu. Autre règle, le non-cumul avec des fonctions salariées dans le groupe OF (fonctions de contrôle/fonctions opérationnelles, en jargon maison), déboulonne Jeanne-Emmanuelle, éditorialiste, fille de feu le bon Dieu. Mère et fille passent du statut d'administratrices à celui de

simples membres de l'asso, la mère privée de vote en AG. Interrogée par courriel sur sa mise à l'écart des instances dirigeantes (ASPDH, directoire), Jeanne-Emmanuelle Hutin assène : « Il s'est effectivement passé des choses graves sur lesquelles je m'exprimerai le moment venu, qui n'est pas encore là. » Y'a de l'amer chez la fille. La mère, elle, n'a pas répondu.

Éviction et placard

Avril 2023 : Jeanne-Emmanuelle Hutin et Mathieu Fuchs (ex-n°2, gendre de François-Régis) sont destitués du directoire de la société Ouest-France. Fuchs est nommé « directeur général de la stratégie du groupe Sipa ». Placardisé, il est défait de son titre officiel de successeur de son beau-père, rétrogradé dans l'organigramme, évacué du directoire de Ouest-France pour faire le stratège d'on ne sait quoi. Un poste qui n'existait pas, une mission un peu fantôme : été 2024, Fabrice Bakhouch est recruté pour « proposer les orientations stratégiques garantant l'indépendance économique et éditoriale du groupe ». Ce nouveau big boss remplace au poste de co-gérant de Sipa Louis Échelard, ancien cadre dirigeant de la banque

amie bretonne Crédit mutuel Arkea, qui fait valoir ses droits à la retraite. Dans les rédactions, on a dit Fuchs « pas à la hauteur », « se la jouant ». Pour son éviction de la deuxième marche, le discours officiel a l'onctuosité des sermons : « Le nouveau directoire, plus resserré, devra faire face avec agilité et détermination à l'accélération du modèle historique de la presse. » Questionné, David Guiraud, président de l'ASPDH et du conseil de surveillance du journal, refuse de donner les raisons mises en avant pour cette éjection. Il parle juste de « nettoyer la gouvernance ».

En 2016, un an avant le décès de son beau-père, Matthieu Fuchs, jusqu'alors PDG des Journaux de Loire, Maine Libre, Courrier de l'Ouest et Presse-O, était devenu vice-président du directoire et directeur général d'Ouest-France. Interrogé sur son destin d'héritier et sa nomination, le nouveau n°2 d'Ouest-France déclarait alors fièrement : « C'est le résultat de mon parcours dans le groupe, j'ai gagné ma légitimité » (Les Échos, 09/11/2016). Sept ans plus tard, le légitime est bien mité. ■

Lisa B. Trochu

moyen de préserver l'indépendance du titre, s'est donc avéré aussi une excellente opération pour ces héritiers dont les actions ont été achetées à prix d'or par l'entreprise, alors qu'elles ne rapportaient rien depuis les années 1950. Les salariés ont, eux, payé un prix élevé. Pendant presque une décennie, après le changement de statuts de 1990, ils ont été maintenus à la diète pour rembourser l'emprunt qui a financé ce rachat » (SNJ, 21 juillet 2022). Le bon Dieu qui, paraît-il, a tout vu, n'a pas souhaité commenter. ■

Larry Flett

*Société d'investissements et de participations

**En fait, l'association détient 99,99% du capital du groupe Sipa.



Motus et couche bousue Démocrates à principes soutenus

Ouest-France a des principes : démocrate et transparent en paroles, opaque en actes

OUEST-FRANCE s'est donné une mission : « Éclairer, informer, relier les citoyens ». Parfois, la mission tombe dans un trou noir. Les dirigeants ont même un boeuf sur la langue quand on les interroge sur leur manière d'administrer le premier quotidien de France. Tout en clamant haut et fort que la transparence ne leur pose aucun problème. À l'occasion d'une enquête demandée à l'auteur de ces lignes par Le Monde Diplo, une entrevue a eu lieu le 26 septembre avec David Guiraud, président de l'ASPDH, Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste, qui chapeaute le groupe. Au départ, la demande est venue d'Ouest-France, insistant pour faire modifier la carte des médias publiée par Le Diplo et Acrimed, demandant instamment le retrait de la mention du contrôle d'Ouest-France par la famille Hutin. Le besoin de transparence s'est vite opacifié.

Loi du silence

Interrogés, plusieurs membres de l'association lâchent qu'on leur a demandé de ne pas répondre au journaliste du Diplo. Ce qu'a confirmé David Guiraud, prétextant avoir des meilleures réponses que les simples membres : « On pensait que c'était plus utile, plus efficace pour vous, de parler au cœur du réacteur qu'aux satellites ». Le top de la « démocratie humaniste » à principes, c'est donc de penser à la place du journaliste, et d'interdire à d'autres interlocuteurs de lui parler...

Une association 1901 se doit de déposer au greffe des associations de la préfecture où elle est enregistrée ses documents officiels, consultables par quiconque, à la demande. A fortiori quand ladite association possède le premier quotidien de France. Le hic, c'est qu'en trente-cinq ans d'activité, seuls six documents ont été déposés à la préfecture de Rennes. Lors de l'entretien particulier, Guiraud a prétendu ne voir aucune difficulté à transmettre tous les procès-verbaux d'assemblée générale, le règlement intérieur, la convention d'intégration fiscale... Relancé quelques jours après, il se rétracte, invoquant « les limites imposées à la fois par le droit des associations et par le périmètre de responsabilité de l'ASPDH ». Ces limites imaginaires lui permettent de claquer la porte. Sur la promesse de transparence, la structure qui mène le « premier quotidien en langue française du monde » et n'a « rien à cacher » n'a évidemment aucune restriction légale, aucun interdit à respecter qui empêcherait de divulguer ses propres documents et débats. Quelles décisions prend cette association, quel impact sur les 3 500 salarié·es du groupe, quelle influence concrète sur les options stratégiques? Le secret restera bien gardé. Les principes, c'est au principal intéressé de les cadenasser. ■

Adrien Nacachet

Bertrand Badré a bon fonds, au paradis

En pleine rédemption, le banquier catho proclame sa foi en une finance éthique qui remplit ses poches en mode auto-ruissellement.

NOUVEL homme fort d'Ouest-France, Bertrand Badré chuchote à l'oreille de Macron et des puissants de la planète, sauve la finance internationale et le tiers-monde et clame son amour pour l'Homme soutenable, tout en sautant les fuseaux horaires. Il orchestre lui-même son *story telling*, se répandant en conférences, livres, tribunes, interviews. Inconnu des salarié·es d'Ouest-France, journalistes compris, Badré a pourtant une place de choix dans l'organigramme du groupe, au plus proche du boss David Guiraud. Depuis sa cooptation en 2008 par l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste (ASDPH), propriétaire du journal, le Mazarin en puissance a pris du galon : vice-président en 2021, un an plus tard cogérant de Sipa, la holding intermédiaire entre l'ASDPH et Ouest-France. Une goutte d'eau dans son océan de revenus.

Hyper actifs

L'homme d'affaires si généreux a par ailleurs généré un groupe, *Blue like an orange sustainable capital*, alias BLOA. Ce fonds d'investissement se réclame des critères ESG, « *environnementaux, sociaux et de gouvernance* », popularisés par le Pacte mondial des Nations Unies de 2005. C'est censé assainir les pratiques des fameux « *gestionnaires d'actifs* » qui ont poussé dans la misère des dizaines de pays et des milliards de personnes pendant que se multipliaient les milliardaires. Les montagnes de liquidités cherchent donc une nouvelle virginité, lessivant leurs trop grosses taches. Dans ce domaine, Badré est même « *senior advisor* », consultant attiré pour le compte de Jab, holding basée au Luxembourg qui gère l'immense fortune de la famille allemande Reimann, au riche passé nazi. L'exemplarité des fonds labellisés ESG commence pourtant à être sérieusement mise en doute

par les vautours eux-mêmes, tels le redoutable BlackRock, n°1 mondial gérant 10000 milliards de dollars d'actifs, qui leur reproche le côté usine à gaz. Peu importe, Bertrand Badré reste fidèle à son évangile : l'ingénierie financière en faveur de projets « *susceptibles de générer un impact positif dans les pays émergents* ». Attention, « *susceptibles* » seulement, sans aucune garantie. Mais sur la rentabilité, les partenaires n'ont pas de bile à se faire : « *Le profit est impératif mais ne peut pas être une fin en soi* », énonce le fervent catholique pratiquant, car « *il ne s'agit pas de condamner le profit mais de le remettre à sa place essentielle mais différente* ». Diable, faut pas décourager le beau linge d'apporter un soutien sonnante et trébuchant. Et puis, capitalisme et chrétienté forment un vieux couple. L'Église a même inventé les indulgences pour racheter contre miséricorde les excès de richesse, monnaie parallèle bien avant le bitcoin.

Le diable dans les détails

« *Je ne crois pas à un capitalisme bisounours* », confesse Badré. On peut lui accorder foi : depuis sa luxueuse villa à Neuilly, il dirige son fonds basé au Luxembourg, paradis fiscal bien terrestre. Interrogé sur le choix de cette localisation, il ne fournit pas d'explication. Et pour les entités immatriculées aux États-Unis, dans le Delaware à la réputation sulfureuse, État attirant les deux tiers des 500 plus grandes entreprises étatsuniennes, qui y sont logées juridiquement sans y être présentes physiquement³, Bertrand Badré met en avant la facilité administrative lorsqu'il résidait à Washington. Effectivement, une demi-heure suffit pour enregistrer toutes les formalités, sans tracasserie sur la transparence et l'identité. « *Notre société et nous-mêmes sommes redevables de l'impôt* », plaide Badré.



Committant au passage un péché par omission : le prélèvement fiscal existe, mais réduit au strict minimum, et ses sociétés aux formes juridiques simplifiées, *Blue orange capital LP* et *Blue orange (DE) GP LLC*, y bénéficient d'un traitement « optimisé » des investisseurs pour leurs gains en capital. Pécadille sans doute. *Blue like an orange sustainable capital* parie sur les vertus du partenariat public-privé pour investir dans les « *pays émergents* » aux budgets publics essorés par des dizaines d'années d'orthodoxie néolibérale. Traduit en langage Badré : « *J'ai la conviction, très ancienne, que l'engagement des États ne suffira pas pour faire avancer au bon rythme la cause du développement durable, notamment dans les pays émergents et en développement, qu'il est crucial de mobiliser des financements d'investisseurs privés pour accélérer les transformations nécessaires* », précise-t-il, éludant les autres nombreuses questions.

Jamais mieux servi

Bonus soit qui mal y pense.

UN ÉPISODE entache le CV bien propre de Bertrand Badré... En 2014, la Banque mondiale entre en cure d'austérité. Son patron, Jim Yong Kim, doit réorganiser l'institution et économiser 400M\$ en trois ans sur un budget de 5 milliards de dollars. Plan supervisé par Badré. Mais des fuites révèlent qu'au moins quatre des hauts dirigeants ont perçu un bonus sur l'année fiscale. Parmi les heureux bénéficiaires, Badré chope une prime de 94 000 \$, au nom de ses « *compétences rares* », ce qui s'ajoute à sa rémunération de 379000\$ par an, net d'impôts. Dans un memorandum, l'association du personnel (10000 salarié·es) dénonce l'aveuglement de la Banque mondiale. Le scandale couve. En moins d'une semaine, Badré renonce, cette année-là, à ce bonus. Trop à perdre en terme d'image.

Bingo avec sa moitié

Monter sa petite affaire familiale expose beaucoup moins et rap-

porte pas mal. Après une courte carrière comme avocate en droit des affaires et un master en histoire de l'art, son épouse, Vanessa du Merle, se pique d'apporter, à l'aune de son dernier diplôme, un nouvel éclairage sur les enjeux business, management et gouvernance. Le couple crée fin 2021 Vadreianika, une société par actions simplifiées qui vend conférences, séminaires et animations, conseil aux entreprises en gestion, stratégie, développement durable, etc. À peine créée, la boîte génère un profit net de 640000€ dès 2022, et de 605 000 € en 2023. Pour ses honoraires, un peu plus juteux que la sueur en usine, le duo joue de l'acrobatie fiscale, s'échappant pour que les dividendes auto-distribués restent en-dessous de l'imposition. Le combat contre la pauvreté des ménages y gagne beaucoup. ■

Jérôme Cahussac

Orange pressée

Faire collaborer États et partenaires privés, « *c'est cauchemardesque, nous le savons tous, et pourtant il faut le faire!* », prêche Badré devant des patrons tentant l'aventure en Afrique⁴, et « *c'est avant tout un partage du risque. Risque du marché, de trafic, ou même politique* ». La Cour des comptes de l'Union européenne, peu suspecte de dérive bolchévique, en a fait une tout autre analyse en 2018, publiant un rapport au vitriol sur ces montages. Qu'importe. En 2020, trois ans après sa création, BLOA lève plus de 200 M\$ pour son sous-fonds *Latin America Fund I*. Rebelote en 2022 pour *Latin America Fund II*. Avec, en juin 2023, un accord de coopération avec Africa50, plateforme panafricaine d'investissements dédiés aux infrastructures. Et le banquier-assureur Axa qui était déjà investisseur au sein de BLOA, devient même actionnaire direct du fonds parapluie en acquérant 20% du capital. Tout bon pour Bertrand Badré

qui se garde bien de donner le montant de la valorisation tombée dans ses poches.

Berceau versaillais

Le carnet d'adresses de l'ancien banquier, 56 ans, joue à plein. Né à Versailles, des couverts en argent plein la bouche, bourgeois catho parisien, passé de l'ENA au lucratif pantouflage, il incarne personnellement le partenariat public-privé. Polytechnicien et sorti ingénieur de l'École nationale des eaux et forêts, le père Denis a été haut fonctionnaire dans divers ministères, avant de se lancer en politique, élu sénateur centriste et maire de Ville-d'Avray, dans le 92, une des 100 communes les plus riches de France. Le rejeton y acquiert la culture des dominants en collectionnant les diplômes : histoire à la Sorbonne, HEC, Sciences Po et enfin l'Ena qui lui ouvre le corps de l'inspection générale des finances. Quelques missions de contrôle et de conseil pour l'administration et hop, Badré rejoint en 1999, à 31 ans, (...)

Le social, un bon placement

Investir, c'est pas un job à la petite semaine.

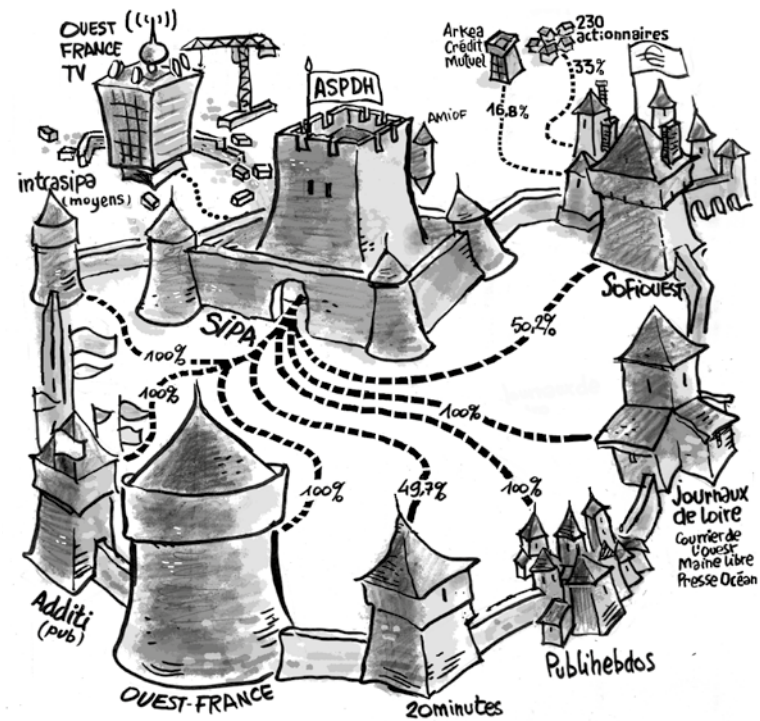
LES SEMAINES sociales de France ont servi de rampe de lancement à Bertrand Badré pour se faire coopter par Ouest-France. Un cordon quasi ombilical relie le quotidien à l'asso catho qui se veut l'incarnation de la pensée sociale de l'Église : Emmanuel Desgrées du Loû, l'un des deux cofondateurs en 1899 d'*Ouest-Éclair*, ancêtre d'*Ouest-France* jusqu'à sa disparition en 1944 en raison de sa collaboration avec Vichy, était un fervent promoteur du christianisme social et de ces « *Semaines* ». Son petit-fils, François-Régis Hutin, le PDG historique du quotidien, sera un ardent relais de ce prosélytisme, et avec lui, ses bras droits : l'ancien président du journal Louis

Estrangin en a été le trésorier dans les années 1960. Jean Boissonnat, ancien cogérant du groupe Sipa (de 1998 à 2016) a présidé ces Semaines, avant trois figures de l'ASDPH, le très réac Jérôme Vignon, et deux administrateurs, un ancien et une actuelle : le banquier Michel Camdessus (Banque de France, FMI) et l'ex-directrice de *La Croix* Dominique Quinio. Actuellement, cinq des onze membres du comité exécutif de la fondation sont aussi à l'ASDPH. Badré approche la fondation dès 1995. Son passage chez Lazard et son profil sont remarqués par Camdessus, élu président de la fondation en 2001. Grand pote de François-Régis Hutin, l'ancien patron du Fonds monétaire in-

ternational a dû quitter ses fonctions deux ans plus tôt, accusé par nombre d'États, d'ONG et de chercheurs, dont Joseph Stiglitz, prix Nobel 2001 d'économie, d'avoir accentué par une politique ultralibérale la pauvreté dans les pays du Sud. Ces brillants états de service antisociaux ne dissuadent pas les Semaines sociales de France de le coller président. Et Camdessus a vite convaincu Badré d'en devenir trésorier. Et ce dernier de clamer son admiration : « *C'est lui qui m'a ouvert aux questions de bien public et de justice sociale. Je lui dois énormément* », relate Badré, tout ému*. ■

Marc Sanglier

* « *La finance peut-elle sauver le monde* », HEC Stories, 9/11/2021.



David Guiraud préside l'ASDPH et le conseil de surveillance du groupe Sipa. Fabrice Bakhouch est cogérant de Sipa et président de la société civile Intrasipa. Bertrand Badré est cogérant de Sipa et au bureau de l'ASDPH.

Badré a plus d'un titre

Aperçu de sa galaxie financière et relationnelle.

Dirigeant de sociétés

- Blue like an orange sustainable capital
- Sipa Ouest-France
- Vadreianika

Mandats rémunérés

- Administrateur d'Haulotte (Inacelles, 767 M€ de CA 2023), de Getlink ex-Eurotunnel (1,8 milliard d'€ de CA 2023), de Fondation IFRS (organisme international des normes comptables)

Autres engagements

- Iddri (think tank développement durable & relations internationales)
- Institut de la finance durable
- CGDev (centre de recherche étatsunien sur l'impact de la politique américaine sur les pauvres)
- Société de financement de l'économie française (vice-président)
- Institut Aspen France (think tank)

Anciens jobs et mandats rémunérés

- Banque mondiale
- Lazard
- Société générale
- Eurazeo
- Wealthsimple
- Liquidnet

Tous dans la finance sauf :

- Fédération internationale de l'automobile
- BFI-Ibexa (électronique), son premier job.



Bakhouche, l'énarque de cercle

Nouveau boss, énarque parachuté passé par Hachette livre, l'AFP et des ministères.

ARRIVÉ à l'automne comme l'un des boss de Sipa, Fabrice Bakhouche succède au retraité Louis Echelard. À 49 balais, il fait partie de ces premiers de cordée pour qui pantoufler est un must de carrière. Sa bio alterne prises de fonction et départs. Il commence « grand commis de l'État », Quai d'Orsay, Cour des comptes, Bercy, le temps de gonfler son carnet d'adresses, et se revend au privé avec cette plus-value de contacts directs au sein du pouvoir. Directeur général adjoint de l'AFP, il rejoint Ayrault à Matignon comme conseiller communication et numérique. Les temps sont à la rigueur bien grise. Il est détaché neuf mois auprès du gouvernement italien, c'est plus cool, puis passe dir cab de la ministre de la culture Fleur Pellerin, jusqu'en 2016. Spécialité : numérique. Après un an à la Cour des comptes, il passe six ans chez Lagardère-Hachette, dirigeant stra-

tégie et finances, puis dirige Hachette Livre jusqu'en septembre 2023. Repassage à la maison Cour des comptes, conseiller maître. Bakhouche est désormais cogérant de Sipa et président de la société civile Intrasis, société de moyens et d'expertise pour toutes les filiales du groupe Ouest-France (com, cybersécurité, finance, juridique, santé au travail, et les classiques R&D, RSE, RH). Et trésorier de l'Alliance pour la presse d'information générale (réseau, lobbying). Après Sciences po Paris, Bakhouche est sorti de l'Ena en 2003, un an avant Macron, dont il rejoint l'équipe de campagne pour plancher sur le programme culture du candidat aux présidentielles, avec son épouse Claudia Ferrazzi, autre énarque et amie de Macron. Avec Bertrand Badré, Ouest-France s'offre ainsi un second proche de Macron. Sans savoir si ça va servir tant que ça. Avec de tels paris, on mettrait la presse en bouteille. ■

(...) la banque d'affaires Lazard. Londres, puis New York et retour à Paris. Il passe directeur financier au Crédit agricole de 2007 à 2011 et à la Société générale jusqu'à fin 2012.

Petit roi du monde

Le sacre, c'est sa nomination à la Banque mondiale comme directeur financier, à 45 ans, premier Français à se hisser à un tel rang. Le gros lot pour tisser sa toile sur les cinq continents.

Outre cette ascension, il chemine en politique, en sourdine. Chirac, l'un de ses modèles, le recrute en 2003 dans l'équipe diplomatique comme représentant personnel adjoint du président pour l'Afrique. Un marche-pied qui séduira l'état major d'Ouest-France, d'autant que Badré a croisé en 2006 un certain Emmanuel Macron, inspecteur des finances frais émoulu de l'Ena, qui piaffe de construire ses réseaux outre-Atlantique⁵. Le futur Jupiter réclame son aide pour être introduit auprès du German Marshall Fund, lobby américain financé par une agence gouvernementale étasunienne et le gratin économique du pays. Le think tank entend formater les futurs dirigeants européens à la vision américaine du monde. Chaque année, un voyage tous frais payés leur fait découvrir le pays. Jupiter y aura droit en 2007. Nouveau parrainage en 2012 : Badré, administrateur de la French american foundation, autre lobby financé par Bank of America et les Gafam, pistonne à nouveau Macron pour le programme d'échanges « Young leader » qui invite les futures élites hexagonales

pour les faire succomber au charme, aux normes de Washington, et aux bienfaits de la globalisation. Du soft power pur jus. Désormais, d'étroits liens unissent Macron et Badré, avec renvois d'ascenseurs. Une complicité telle que le banquier n'hésite pas à jouer l'intermédiaire entre les actionnaires d'Ouest-France et le candidat présidentiel en quête de donateurs pour financer sa campagne électorale⁶. Ce qui rachète le péché de frayer avec les Gafam, pourfendus par Ouest-France pour vanter son modèle indépendant.

À l'heure des nouvelles ambitions dopées par lancement en 2025 de la chaîne de télé sur la TNT qui doit offrir une audience nationale, Ouest-France dispose avec Badré d'une tête de gondole et d'un solide soutien au sein de l'oligarchie tricolore. Et pour le banquier très très sourcilieux de son image, le journal dont il prendra peut-être un jour la barre lui apporte un surcroît de respectabilité sous sa trinité humanisme, démocratie chrétienne et libéralisme « bienveillant ». L'art de manier bénéf et bénédiction. ■

Bernard Medoff

1. Challenges, 26/03/2021.
2. Famille chrétienne, 24/09/2020.
3. « What's the matter with Delaware », Hal Weitzman, professeur à l'université de Chicago, 2022.
4. « Mobiliser les financements privés par le secteur privé : sommes-nous à un tournant? » 10/10/2023, déjeuner-débat, Conseil français des investisseurs en Afrique.
5. « Macron l'Américain, la France livrée aux Gafam », Off investigation, 08/04/2024.
6. « Le financier qui murmure à l'oreille de Macron », Paris Match, 19/09/2020.

Pizzamitou

Cher patron connard

Il y a quelques années, on aurait trouvé ce sexisme banal. Ça ne passe plus.

La plainte ne démarre pas par « Cher connard », comme le titre du bouquin de Virginie Despentes. On n'écrit pas les PV comme ça, au commissariat. Donc écrivons-le autrement. Léa*, 48 ans, est embauchée, 20 heures par semaine, comme serveuse dans une pizzeria entre la gare sud et Malakoff. Les salarié-es doivent pointer leurs arrivées et départs via la caisse enregistreuse. Une équipe de quatre, un pizzaiolo, deux serveuses, et le patron, la cinquantaine, désormais une plainte aux fesses, ce qui n'était sans doute pas son fantasme. Il suinte à bas bruit un sexisme ordinaire, qu'on n'ose pas dire lourdingue, au risque de laisser penser que si c'est pas lourdingue, ce serait acceptable. Quand elle lui demande quand et comment elle sera payée (il n'a pas demandé de RIB), le patron répond : « C'est pas urgent, on verra à la fin ». Pour son premier jour à l'essai, elle demande où on s'essuie les mains. Il désigne le torchon sur son épaule. Et non, il n'y en a pas d'autre. Pas le choix. Gêne. Deuxième jour, confi-

dence du patron : « J'ai du mal à trouver des gens pour ce poste... Ils ne restent pas. Donc j'ai dit à Pôle emploi que si ça se passe mal, je donnerai pas aux gens les papiers de solde de tout compte. ». Menace à peine voilée. Il multiplie les remarques sur son physique : « Il me disait que j'étais belle, me faisait remarquer quand je me maquillais, des remarques sur ma coiffure ». Tout est bon, queue de cheval, lunettes qui lui vont si bien... Quand, un jour de rush, elle note que le T-shirt de la pizzeria est trop chaud à porter, le patron, sourire en coin : « Tu sais dans les années 80, il y avait des restaurants où les serveuses étaient topless »... Blague plus grasse que la mozza fondue. En sortant des toilettes, il inter-

pelle sa serveuse : « C'est dégueu, il y a plein de merde. Va nettoyer... » Mais avec quoi ? « Avec le papier essuie-mains. » Elle répond que, sans gants, pas question. Il a fallu attendre dix jours pour qu'il fournisse les gants. Un peu plus tard : « Je sortais des toilettes, après du ménage. Il allait pisser. J'avais encore mes gants aux mains. Ce bâtard m'a regardé de manière hyper salace, je me suis sentie vraiment humiliée... »

Elle a prévenu qu'elle a des problèmes de lombaires et que les charges lourdes, ça va pas être possible. Il lui fait quand même sortir et ranger seule les tables de la terrasse. Avec l'effet attendu : dos en vrac, arrêt de travail. Too much pour le patron qui interrompt le contrat avant la fin de la période d'essai, « compte tenu de la désorganisation de l'équipe et de l'embauche d'une personne en CDI, votre maintien dans l'entreprise est impossible ». À l'impasse nulle n'est tenue. Si les femmes refusent de tout laisser passer, le pizza business va pas passer l'hiver. ■

Pépé Roni

* Prénom modifié



Camillisme

Zad, zad, zaï et fines z'herbes

Deux bouquins sur la zad. Deux visions opposées.

Victoire et trahisons, ou simple constat. Deux livres reviennent sur la fin de la Zad de ND des Landes, glanant deux ensembles de points de vue de divers gens vraiment très divergents. À lire son témoignage, la préfète aurait été formidable, freinant les ar-

deurs guerrières de l'état-major des gendarmes furax d'avoir dû battre en retraite en 2012, avec l'opération César... Comment gober ce portrait de « préfète humaniste », après une répression féroce et ses blessés en pagaille, dans Nantes ou dans le bocage occupé pendant près de dix ans ? Pigiste pour BFMTV lors de l'offensive contre le Zad en 2018, Anaïs Denet a réalisé divers entretiens, remaniés en récits. De l'extérieur, elle retient surtout cette fin de lutte comme une bataille. Un zadiste, la préfète, le général gendarme, un naturaliste, elle n'a apparemment oublié personne. Sauf celles et ceux qui n'ont pas été contactés : les laissés-pour compte du grand récit de la « victoire » et de l'installation après l'abandon du projet d'aéroport. C'est le second livre qui leur donne la parole, de l'intérieur, et il y a là plus de rage, d'amertume, de sentiment d'avoir été trahi-es par les compagnon-nes de lutte après avoir cédé à l'ultimatum de l'État : laisser détruire les cabanes des indéfendables, en l'échange d'un arrangement évitant l'expulsion aux candidat-es à la normalisation. Les perdants de cette négociation, fomentée dans leur dos, l'ont vécue comme une blessure collective, trahison et trahison. La proclamation

de « victoire » a choisi de faire dégager tout ce petit monde coupable de n'avoir d'autre projet que de vivre là, sans vouloir travailler ni composer avec l'État. Vingt-et-un entretiens de gens de la rue, antisécistes, anarchistes, punks nomades... Pas d'auteur, juste une coordination des entretiens validés par celles et ceux qui témoignent, et sont les vrai-es auteur-ices de cette somme touffue.

Ce second livre est précieux. Bien loin de la saga lyrique, ou mythique, racontée façon légende par les tenants de la Zad (le service de presse réduit à quelques gens « fiables », les alliés universitaires et les journalistes et auteur-trices séduits par le beau discours). Ces témoignages forment un contrepoint qui donne voix aux oubliés-es, meurtri-es, disséminés-es après la fin de la Zad.

On y explore les succès, les moments de joie de l'auto-organisation, et le poids des échecs de cette longue lutte collective, enracinée puis déracinée. Pour que d'autres bagarres sociales, environnementales, humaines, puissent en tirer des leçons. ■

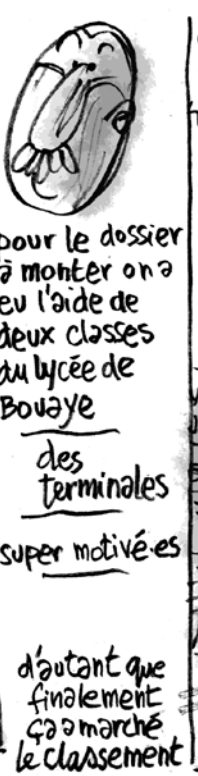
Olga Vroche

Zad, une histoire de la violence : l'évacuation de N-D-des-Landes, Anaïs Denet, éd. De-noël, 334p, 20€.

Histoires de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, autoédition, 368 p. 11€ ou plus. Commandes : landes@riseup.net.



lutte de classement



Étoile à matelas Recel de logo à l'hosto

La nouvelle marque du CHU a des airs New Age, et de déjà vu. Pour pas dire de plagiat.

L'HÔPITAL, qui ne se moque ni de la charité, ni de la dépense, s'est doté d'un nouveau logo, création facturée 185 000 €¹ par l'agence parisienne Saguez&Partners. Enfin, création, reprise plutôt. Cette astérisque ressemble comme deux gouttes d'eau au logo du programme « Région Europe » de l'université du Turin, créé en 2019 : même design, proportions, forme de l'étoile à huit branches, barres rectangulaires dont l'intersection mêle les couleurs (quasi les mêmes que le logo de Google). Gênant. Mais il y a plus troublant. Deux banques d'images proposent strictement le même logo, prêt à l'emploi, décrit comme « *logo de coopération, icône d'entreprise* » et symbole d'« *unité, d'intégration, concept de réseau* » créé en 2023 vendu par Alamy (commercial licence, international business use : 50€) ou comme « *flocon de neige abstrait, géométrique et coloré* » (Adobe Stock, perpetual, worldwide licence : 79,99\$). Ces catalogues de formes vectorielles servent notamment aux agences pour torcher des avant-projets rapides, avant de développer une idée originale. Le même visuel, à d'infimes variantes près, est repéré par de simples moteurs de recherche images, dans huit cas au moins, au Brésil, au Canada, aux USA, ou pour toute l'Europe². Créé par un étudiant, bénévole-

ment, celui de l'Erasmus Student Network n'a pour menue différence qu'un trou blanc au centre. Il a donné lieu le 19 mai 2006 à un dépôt de marque européen renouvelé dix ans plus tard. À Besançon, eTICSS, plateforme de coordination des professionnels de santé et du social, a quasi le même logo, barres un peu plus fines et angles arrondis...

Pas vu pas pris

L'hôpital serait-il donc la triste victime d'une filouterie de droits d'auteur, ou d'un braquage de banque d'images? À la direction du CHU, les questions suscitent gêne et agacement : « *Le temps de la communication est passé* ». Plagiat? « *Je ne suis pas un expert en logo* », lâche le chargé de com plaquant que, tant qu'à faire, on pourrait trouver similitude avec l'étoile des ambulances (rien à voir, c'est bleu et à six branches), ou la Croix-Rouge, par définition rouge et à quatre branches...

Contactée par Lulu, l'agence Saguez & Partners n'a pas souhaité répondre. En juillet dernier, le tollé s'est centré sur la dépense démesurée, au moment où l'hôpital ferme une centaine de lits, soignant plus son image que les patients. Les syndicats ont trouvé choquante une telle dépense quand leur hôpital est, pour la première fois depuis 14 ans, en déficit, 8M€, annoncé en juin. Mais ce n'est

pas tant le chiffre (le logo du CHU de Nice aurait coûté un million en 2022) que le symbole. Les pros de la com trouvent d'ailleurs que, même si c'était une création originale, c'est très cher payé. Et si c'est du copié-collé, c'est très cher volé. Et pourquoi ce marketing? Pour « *plus d'attractivité, pour donner envie aux professionnels et aux patients* » explique à Lulu le service com du CHU. Donc un logo pour rivaliser avec le privé sur son terrain, séduire des pontes de la médecine, et attirer les clients patients. On va assez peu à l'hosto comme on choisit un supermarché, selon les promos de la semaine ou parce que le sigle vous a tapé dans l'œil.

Révolutionnaire en 13 jours

À l'hôpital, le « *projet de marque* » a été coordonné par un sous-directeur, Jean-François Médelli. Après treize jours en formation continue à l'École du design³, il s'est autoproclamé « *facilitateur en design thinking* ». Une méthode (lui dit un « *concept* ») imaginée dans les années 1980 en Californie, associant intuition, créativité, empathie, lâcher prise et l'inévitable bienveillance. Très très teinté New Age, adulé par les gourous du management et les maestros des ateliers à coller des post-it au tableau.

Pour Médelli, son nouveau jouet, le *design thinking*, est une « *révolution à bas bruit dans l'hôpital* », qui « *permet de construire des solutions expérientielles qui répondent aux irritants du quotidien* ». Personne ne pige sa logorrhée, mais il se dévoile : « *La formation, ça ouvre les chakras*⁴. » On se croyait à l'hôpital, on découvre qu'on est dans un ashram. C'est vrai qu'avec tous ces gens habillés en blanc, on aurait dû se méfier.

Marcello Gobmouh

1.C'est bien plus qu'un logo, voyons, c'est une « *marque* », avec charte graphique et déclinaisons web, expos, publications, événements, marquage des ambulances, et même palissades de chantier.

2.Même logo à une petite variante près : le programme brésilien de podcasts féministes Somosmuitas (seule différence : le orange remplace le bleu) / Erasmus student network (trou blanc au milieu) / Relief International, ONG étatsunienne (étoile blanche au centre) / Windward foundation, Southampton, UK (angles arrondis) / South Thames college group, Londres (carré noir au centre) / Spark lifecare, soins aux handicapés-es, Ontario (une branche coupée)...

3.L'école a sous traité un atelier « *révèle ton ikigai* » à une coach locale pour une journée « *Boost ton projet pro* » en juin dernier.

4.Podcast Les Transformateurs #32, 07/10/2022, lowpital.care/podcast

Le relogo relégué aux oubliettes

Il y a vingt ans, un déjà relogo, vingt fois moins cher...

IRONIE du sort, le CHU a déjà lancé il y a une vingtaine d'années une consultation pour changer de logo. Une option avait été retenue pour un tarif vingt fois moindre, un visuel « *simple, dans la vie quotidienne* », tiré du sigle brodé marquant les draps de l'hôpital, se souvient son auteur, le graphiste nantais Olivier Dupont-Delestrait. Logo accepté mais finalement jamais utilisé pour cause de changement de direction. « *On n'était pas dans une logique de marque, de séduction ou de vente, ce qui est honteux pour un service public. Un logo pertinent, aujourd'hui, ce serait plutôt une bouée de sauvetage...* » ■

Logorrhée New Age

Un logo tout en circularité, en éclairation et en proxiquotidienneté ouverte.

SYMBOLIQUE couleurs, philosophie du logo, tout est dit dans un « *cahier de marque* » en ligne sur le site du CHU : ce logo est en fait « *un territoire graphique identitaire qui mélange jeux de mouvement, d'échelle et de rayonnement* », incarnant une « *convergence des énergies positives* ». L'explication mène vite à l'illumination : « *La circularité du symbole de l'étoile évoque le rayonnement et met en lumière un collectif d'hospitaliers éclairés* »... Même si le jargon se perd dans son propre brouillard : « *La simplicité et l'évidence du symbole de l'étoile en fait un repère sur le territoire, évoquant une forme de quotidienneté et de proximité, d'ouverture à la vie de la ville* ».

Ikigai ?

Les concepteurs se revendiquent de la méthode japonaise ikigai, la « *voie de la raison d'être* » née à Okinawa et qui offrirait le « *secret du bonheur et de la longévité* », rien que ça. Très en vogue dans le management et les officines de développement personnel. L'ikigai tient en un schéma, quatre cercles s'entrecroisent : passion, mission, profession, vocation. La rosace découpe des sous-ensembles, qualités perso et leur environnement, ce que j'aime faire, mes compétences, mon apport à la société, pour quoi je suis payé. Comme tous ces mandalas psycholomachins

Anne Estezi

Fond de ritournelle

Un lieu à démésuser

Ça va pas, ça va pas, mais alors pas du tout.

La halle des Fonderies est dans la liste des lieux à réinventer, appel à projet associatif pour occuper ces espaces et terrains délaissés. L'ancienne usine de fonte d'hélices s'est muée en jardin en 2009, gardant structure métallique et verrière. Le lieu « *connait de nombreux mésusages ne lui permettant pas d'être ouvert au public tout au long de la journée* ». Mésusage : un euphémisme pour pas dire pratiques insupportables. La presse locale en a listé quelques-unes : « *Occupations sauvages de migrants* » (20 minutes, 08/10/2018). Solution : évacuation policière, grilles, vigiles. « *Deals, rassemblements, consommation d'alcool, jeux d'argent, fréquentation en nombre de personnes stagnantes souvent issues de l'immigration d'Afrique subsaharienne* » (Presse-O, 12/04/2021).

« *Trafic de stupéfiants, jeux clandestins, nuisances sonores* » (Presse-O, 14/10/2021). Solution : « *Opérations répressives régulièrement* ». « *Trafics, dégradation, nuisance sonore* » (Presse-O, 19/11/2022) : patrouilles, contrôles de police aux abords. « *Difficultés de tranquillité importantes* » (Presse-O, 10/03/2021) : caméras. « *Occupation par des gens qui y dormaient, jeunes en bande, trafics, jeux d'argent, insécurité* » (Ouest-France, 18/03/2024).

Résumé : dans cet endroit abrité de la pluie par un toit, des exilés se mettent à l'abri, des jeunes se regroupent, et trop de bruit, d'alcool, de drogue. Ne reste qu'une seule solution, réinventer le baignoire, qui a subi une malencontreuse abolition en 1938. Un jardin-baignoire de ville, ça sonnerait pas mal pour la réputation de la ville. ■

Failli marché

Un promoteur proche du goudron

Le groupe Réalités en stage prolongé de survie.

LES MOIS passent sans éclaircie à l'horizon pour Yoann Choin-Joubert. Le fier promoteur promettait des immeubles montant au ciel. Plus dur est le retour à la réalité. Face à la faillite du marché immobilier, le groupe taille à tout va dans ses filiales et ses effectifs, et tente de rentrer à tout prix des liquidités pour éponger une partie de sa dette estimée à un demi-milliard d'euros (Médiacités, 14/11/2024). Au point de chercher à vendre son siège

social à Saint-Herblain inauguré en grandes pompes en 2021. Après avoir échoué en septembre à céder à des Texans le stade Bauer à Saint-Ouen (93). Dur constat d'échec malgré le débouchage de politiques de tous bords. Le temps presse d'autant plus que l'ambitieux Joubert a levé des capitaux à la bourse et auprès d'investisseurs américains. Les Yankees ont exercé leur art consommé du goudron et des plumes pour bien moins que ça. ■

Gudrun Plowm

Douche France, cher pays

Bains douchés

Quand la douche fuit, tout part à vau-l'eau.

L'ARTISANAT du bâtiment n'est plus ce qu'il était. Fermés en 2016 après 150 ans de bons et loyaux services, les plus anciens bains douches nantais, situés quai Baco, près de l'hôtel-Dieu, à deux pas de l'hypercentre et des gueux qui le côtoient, ont dû s'exiler sur l'île de Nantes, logés sur le site des 5 Ponts géré par Les Eaux

Vives-Emmaüs. Trois ans et demi après l'ouverture de ce pôle misère, c'est la cata, avec des vices à gogo. Surtout des fuites qui rendent la moitié des cabines inutilisables, obligeant la ville à lancer en cette fin d'année des travaux pour un coût supplémentaire de 450000€ hors taxes. En attendant leur achèvement, d'ici un an à peu

près, le public de ces douches, déjà bien rincé par le capitalisme ruisselant, est invité à se faire un brin de beauté dans des modulaires. Et la collectivité entend bien se faire indemniser en demandant une expertise judiciaire. Les malfaçons doivent trembler de peur. À moins qu'ils ne préfèrent la fuite. ■

Immunité, le manuel technique

Il y a des gens qui font cogne, comme métier, quel honneur. Mais si on les accuse - quelle horreur -, ils sont bien armés pour s'en tirer.
Extraits du mode de défense du commissaire Chassaing, condamné à rien au tribunal de Rennes en septembre, après la mort de Steve Maia Caniço lors de la fête de la musique à Nantes en 2019.

2013 Fête de la Musique, la Police frappe et gase le public sur le quai Wilson. Aveuglés par les gaz, des gens tombent dans la Loire. Dont Steve, 21 ans, qui meurt noyé.



① RABAISSEUR LA VICTIME



② LAISSER COULER...



③ RÉPRIMER LES SOUTIENS



④ MINIMISER L'ACCUSATION



⑤ C'EST LA FAUTE AUX AUTRES



⑥ SE VICTIMISER



⑦ FAIRE CORPS



⑧ SAUCISSONNER LE DOSSIER



⑨ PERMUTER LES PROCS



⑩ INSCRIRE LE VERDICT DANS LE TIMING POLITIQUE



Turlututu chapeau pointu Laurence Garnier sans phare

Avatar réel de Christine Boutin, accro aux hosties, la sous-sous-ministre à la Consommation n'envisage pas de thérapie de reconversion.

DANS SON sous-sous ministère, on parle sous sous. Mais la pòvre, elle a raté la famille, victime de la « police de pensée progressiste » (*Le Figaro*, 24/09), épisode de « relégation pour crime de convictions conformes au droit naturel » selon *L'Action française*. La consommation comme lot de consolation. Ce n'est pas le premier épisode piteux de sa carrière. Laurence Garnier est entrée en politique comme en religion, avec une foi d'illuminée. Sûre d'avoir été touchée par la grâce divine, elle mène en 2014 une liste UMP pour les municipales de Nantes, dynamitant au passage l'union au sein de la droite locale, avec une idée de génie : coiffer la tour Bretagne d'une gigantesque structure composite en forme de flèche, façon clocher qu'elle affectionne tant. Baptisé « Phare Bretagne », le projet voulait « donner aux Nantais un patrimoine architectural dont ils puissent être fiers ». Le coût de la lubie, pardon du « geste architectural au service d'une vision de la ville » ? Sept millions d'euros, valeur 2013, soit le coût de la construction d'une école. Le beurre blanc n'a pas pris auprès des électeur-trices. Et pas mieux six ans plus tard, en 2020 : nouvelle défaite, 27,6% des voix. Même en ajoutant les 12,7% de la macroniste Valérie Oppelt, la déculottée est cuisante. Une claque aussi comme suppléante de Sophie Joazan en 2007, puis aux législatives de 2012 en son nom propre. Elle n'entre à la région qu'en étant embarquée sur la liste menée par Retailleau qui s'est défait de la tutelle de Villiers. Un Retailleau désormais ministre des cultes du gouvernement Barnier. Conseillère municipale d'opposition à Nantes depuis 2008, elle n'a quasiment jamais remporté un scrutin direct comme tête de liste. Elle n'entre au sénat en 2020 que parce qu'elle est suppléante de Christophe Priou qui démissionne. Une fois en place, elle s'est assurée de s'y maintenir en 2023, cette fois tête de liste. Durant cette laborieuse chasse aux mandats, la cité des Ducs, où Laurence Garnier s'est installée en 2005, a pu apprécier l'esprit réac de cette Parisienne d'origine lilloise, toujours campée pour barrer la route au progrès social, sociétal et environnemental.

Hostiephile et homophobe

Catho fervente, investie dans la très réac Manif pour tous depuis



2012 contre le mariage gay, elle joue toujours en contre. Les questions de genre lui hérissent le poil. Pas question d'interdire les thérapies de conversion, visant à « guérir », à coups d'électrochocs s'il le faut, les homosexuelles atteintes de cette pathologie grave, que les cathos appellent dans d'autres occasions l'amour du prochain. Elle vote contre. Rentrer le droit à l'IVG dans la Constitution en 2024 ? Toujours contre. Ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes, légaliser la gestation pour autrui (GPA) ? Non, non et non. Ni bénédiction ni miséricorde. Vice-présidente en charge de la culture à la région, elle prend prétexte en 2016 d'une réunion d'information sur la GPA organisée par le festival de films LGBTQIA+Cinépride pour lui sucrer sa subvention (5000€). En septembre 2022, elle inaugure aux côtés de Bruno Retailleau l'antenne nantaise de l'institut Jérôme-Lejeune, façade aimable de la fondation Jérôme-Lejeune qui lutte contre le droit à l'IVG et la détection du handicap pendant la grossesse. En octobre 2023, outrée par la sub-

vention reconduite à l'association France-Palestine solidarité, elle met en scène avec ses colistier-es sa sortie du conseil municipal nantais. En mars, c'est le drapeau palestinien peint sur des marches qui la fait glapir. On ne l'a jamais entendu dénoncer le génocide commis par Israël à Gaza. Elle est par contre au premier rang à la synagogue nantaise le 7 octobre 2024 en soutien aux otages israélien-nes.

Panier Garnier

Autre marotte, la sécurité. Elle encourage la dissolution de Nantes révoltée, et des Soulèvements de la terre. Dénonce la « zadisation des esprits ». Exige l'armement des flics municipaux. Associe délinquance et migrants. En novembre 2023, elle vote au Sénat pour supprimer l'aide médicale de l'État aux migrant-es depuis trois mois en France, qui leur offre une couverture complète des soins. Attaque que devrait reprendre le ministre de l'Intérieur. Avant tout ça, Laurence Garnier a eu une vie. Maman juriste, papa ingénieur à la RATP, très cathos. Six ans chez Peugeot-Citroën, pratiquement son seul job, elle passe des ressources z'humaines aux achats. Une expérience déterminante pour ministérer la consommation, où elle devrait faire la joie de ses amis de la FNSEA et de l'industrie agroalimentaire. On retiendra que son projet de Phare Bretagne prouve au moins qu'elle n'est pas encore platiste. ■

Arthur Lututu
et Amélie-Mélie Gabarnier

Sorti du bois

FAITS divers : « Il menace des agents de la Semitan avec un ciseau à bois puis se cache dans un arbre » (*Actu Nantes*, 13/08) . Au moins, c'est cohérent, question matériaux. Avec un couteau en carton, il aurait fallu grimper dans un lampadaire en papier mâché. ■

Quel calvaire ! On a volé un bout d'âme

Quand un croisillon disparaît, il faut faire une croix sur quoi ?

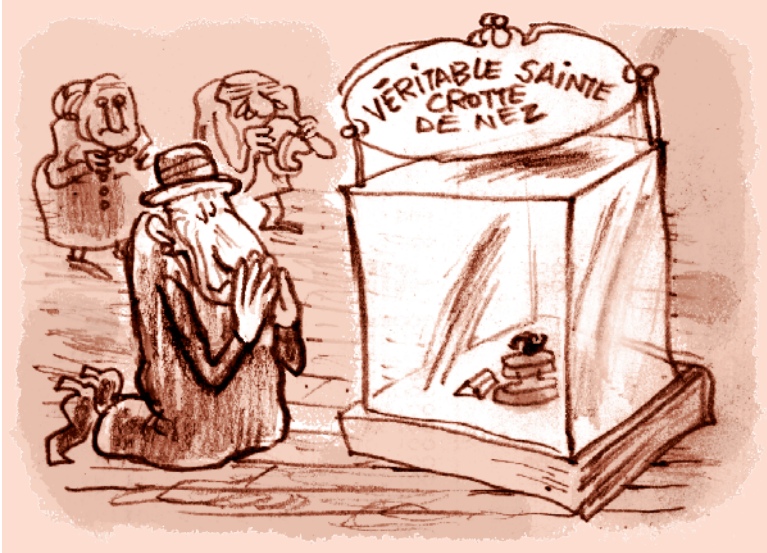
Un crucifix a disparu. Le maire de Guérande est accablé, éploré, contrit : « Plainte a été déposée pour, je l'espère, retrouver ce bout d'âme de notre commune qui vient de disparaître » (*Le Figaro*, 11/09). Le bout en question est un croisillon de métal, symbole d'une religion minoritaire, vénérant le supplice d'un individu à l'existence incertaine. Datée de 1883, cette croix de chemin en ferraille peinte, « pas extraordinaire, une vieille croix, pas un objet de valeur » note le

voisin d'en face (*Ouest-France*, 12/09), est donc un objet inerte auquel on accorde une âme, et beaucoup d'amertume. Dix jours plus tard, rebelote. Certains journaux titrent sur une deuxième profanation. On flaire le serial blasphème. Mais bon, c'était juste un camion qui a reculé et fait tomber cet autre calvaire. D'après un inventaire officiel récent, il reste 54 croix et calvaires aux coins des routes de la commune de Guérande. Prière de relativiser. ■

Le grand inversement Bernadette en miettes

BERNADETTE Soubirous, la tour-née. C'est ce que le curé de Guérande appelle un « pèlerinage inversé ». Si vous ne pouvez aller à Lourdes vous user les genoux là où la gamine aurait vu la vierge à répétition, et ce avant l'invention de l'hologramme, la voilà tout près de chez vous, mais un peu en miettes. Pendant deux jours à la mi-avril, à

la basilique de Guérande, un millier d'idolâtres a reluqué les reliques, quelques petits bouts d'os et une demi-poignée de cheveux. Le curé a proposé de leur « confier nos malades de maladies physiques ou psychiques » afin de « les soulager ». Quand la charité se fout de l'hôpital, on est prié d'éteindre l'illuminée en sortant. ■



Fais pas ci, fais pas cal Radio cacatho

La langue de buis n'y peut rien quand c'est cracra.

LA PLAGE principale de Saint-Nazaire polluée, la baignade est interdite le 1^{er} août. Problème : comment parler de merde sans en avoir l'air ? La nausée au bord du micro, la radio catho RCA a trouvé la parade : rajouter du pluriel : « Taux trop élevés de matières fécales » retranscrit son site. La norme de fécal dans l'eau étant outrepassée, le bouillon de bactéries *Escherichia coli* et entérocoques est déconseillé aux baigneurs. Parmi les causes avancées, les autorités suspectent des « fosses septiques débor-

dantes », des « déjections canines non ramassées qui, en cas de pluie, se retrouvent dans la mer » ou l'« épanchement des égouts ». Notre baigneur, priez pour nous. ■



Ascendant Balance Mémé Cacastrophe

DÉJÀ deux fois condamnée en octobre 2022 et avril 2024, cette septuagénaire de Pontchâteau balançait chez ses voisines des animaux morts, des détritus et même ses propres excréments. Mais aussi –les listes, c'est si poétique– des pommes de pin, de l'eau de javel, des pelletées de terre, des cristaux de soude, des cadavres de hérissons et de ragon-dins, de rats, de souris, de pies, de pigeons, autant de bestioles

qu'elle avait soigneusement empoisonnées. Et même des « coquilles d'écrevisses* ». À la mi-août, on l'a condamnée à un an de taule, six mois pour ces derniers envois outre haie, six mois en révocation d'un sursis antérieur. C'est excrément grave. ■

* Une découverte, l'écrevisse coquillée... Comme les crevettes, sa carapace en exosquelette est pourtant plus une « cuticule tégumentaire chitineuse sécrétée par l'épiderme sous-jacent » (à replacer mine de rien dans une conversation mondaine).

On ne prête qu'aux riches Pinelisation tous azimuts

Attention, les résidents en Zone A ne sont pas des zonards.

IL EST TEMPS d'investir dans la pierre. Un p'tit arrêté ministériel suivi d'un décret au cœur de l'été et hop, des centaines de communes ont basculé le 5 juillet dans le dumping fiscal façon Pinel. Déjà « tendue » et classée en « zone B1 », Nantes devient ainsi une ville « très tendue » et rejoint le groupe A des très chics La Baule, Le Pouliguen et Pornichet. Rien à voir avec le rhéus sanguin ou la pression artérielle du bourgmestre. Une fois gratté le vernis institutionnel présentant le dispositif comme un moyen de « pallier le manque de logements dans les zones les plus tendues de l'Hexagone », le véritable objectif apparaît sans fard sur les sites des promoteurs : une « belle opportunité d'investissement » pour « la constitution d'un patrimoine et l'optimisation fiscale, à travers la défiscalisation », voire « une augmentation des plafonds de ressources et de loyers et donc la promesse d'une meilleure rentabilité ». En clair, ça permet aux péteurs dans la soie et autres pleins aux as, souvent déjà multipropriétaires, de se soustraire à l'impôt tout en augmentant leur parc immobilier. Peu suspect d'extrême gauchisme, l'ancien député Renaissance Joël Giraud l'écrivait noir sur blanc dans

un rapport en 2019 : le Pinel profite aux profiteurs, 10% des ménages les plus aisés constituant 71% des bénéficiaires et concentrant 82% des réductions d'impôt. La loi Pinel prévoit des loyers plafonnés. Le passage en groupe A remonte le plafond. C'est la cerise sur le gâteau : les proprios investissant dans le neuf gagnent un bonus de 19,4% des recettes locatives. Dans ce vaste Monopoly hexagonal, « la zone A Pinel compte parmi les plus intéressantes pour bénéficier de réductions d'impôts », conseille le petit artisan Bouygues, assurant qu'investir dans ces communes « est donc un choix judicieux ». Énième version du soi-disant ruissellement macroniste faisant des riches de futurs plus riches, et ce, toujours sur le dos des pauvres. Plutôt que de relancer une politique publique en faveur des HLM, le gouvernement privilégie la tirelire des nantis. Pendant ce temps, dans l'agglomération nantaise, près de 40 000 demandes pour un logement social restent en souffrance. Soit environ 90 000 personnes cherchant un toit à la mesure de leurs moyens financiers. Sans parler des personnes à la rue ou vivant dans des cloaques. Triste record. La Baule préfère payer des amendes

(1,4 million d'euros cette année) plutôt que de respecter son quota de construction de logements sociaux. Et acheter une trentaine de bungalows pour héberger une poignée de trimards saisonniers dans l'ancien camping municipal. Mais attention : l'effet d'aubaine ne vaudrait que jusqu'au réveillon 2024 (comme précédemment, un nouveau dispositif prendra la suite). C'est pas sympa de stresser les braves investisseurs.

F. X. Scalpel

Pétard de pétard !

LA VIE en palace a parfois plus d'éclat que la seule promesse de service cinq étoiles. Tirés d'une voiture au passage, quatre tirs de mortier d'artifice, ou « chandelle romaine », ont pété sous l'hôtel chics, sans faire ni blessés ni dégâts. Enfin si : « Une cliente de l'hôtel Royal, incommodée par le bruit dans la rue, a dû être relogée, la fenêtre de sa chambre donnait sur l'avenue Pavie » (Ouest-France, 07/09). Pauvre dame. Impossible de dormir au-dessus d'un souvenir de pétarade. Lors des vœux en janvier, le maire Franck Louvrier s'était félicité de sa police municipale mobilisée pour « la sécurisation des animations, comme le Jumping, les feux d'artifice de l'été ». Les vœux sécurisants, c'est très artificiel. ■

Faux et usage

LE BAULOIS est susceptible. Il veut bien smartphoner à sa guise mais pas voir les foutues antennes relais. Alors, après les fausses cheminées, voilà les pylônes déguisés en arbres. Le premier est planté depuis 2012 boulevard de la Forêt (sic). Il n'a pas poussé d'un millimètre. La Baule a autorisé un deuxième arbre factice, 25m de haut, un faux feuillage planquant l'antenne. On est prié de faire semblant de téléphoner. ■



Le Baule du laid

DEUX titres piqués dans ce journal gratuit d'extrême droite financé par la pub des commerçants baulois : « La CIA en quête des pouvoirs surnaturels du Christ » et « On distingue l'Occident du reste du monde par rapport au bon sens et à la capacité de reconnaître le beau du laid » (LaBaule+, juin 2024). L'esthétique chrétienne de la CIA, voilà le souci de l'Occident triomphant. ■



Sans welcommentaire La Baule, plage d'accueil

La plage où on se doryphore la pilule.

LA PLAGE de La Baule a été vulgairement piétinée le 28 août. Mille cinq cents personnes étrangères à la commune ont été amenées là par 25 cars affrétés par le Secours populaire. Lors de cette « Journée des oubliés des vacances 2024 », le maire Franck Louvrier s'est gargarisé de cette tolérance d'un jour : « Je remercie les bénévoles et je suis ravi de cette initiative. Notre ville doit recevoir tout le monde pendant les vacances. C'est l'ADN de La Baule » (L'Écho de la Presqu'île, 28/08).

Quelques mois plus tôt, en janvier, ce n'étaient pas les vacances, mais le même Franck Louvrier se solidarisait avec son collaborateur Phi-

lippe Rouger, ancien du FN, rédacteur en chef du journal municipal et porte plume pour les discours. Un brave gars qui, pendant la séquence Covid, avait publié une série de posts racistes, qualifiant notamment les Parisiens réfugiés à La Baule de « doryphores » – insecte nuisible et insulte qui a visé l'Occupant allemand. On connaît l'obsession du maire du « pays des vacances » contre les gens du voyage. Et son arrêté municipal ciblé, interdisant la chicha sur la plage, mais pas la cigarette. Alors bienvenue à tout le monde, sauf les indésirables. Quitte à faire des tests ADN à l'entrée de la ville. ■

Vacances L'écureuil et les volets fermés

La résidence secondaire, le fléau du XXI^e siècle.

Se loger, quand on n'a pas un budget de nabab, ça devient compliqué. Et pourtant il y a plein de maisons et d'apparts vides, en moyenne inoccupés 320 jours par an. En Loire inférieure, les stats de l'Insee dénombrent 81 417 résidences secondaires et logements occasionnels en 2021, soit 10,3% des logements*. Les trois quarts au bord de la mer et plus de la moitié détenus par des gens qui n'habitent pas dans la région. Préfailles est la commune qui a le plus de résidences secondaires, 68%, devant la Baule, 63%. Pas question de faire payer de supplément de 5 à 60% à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, ce que permet la loi depuis l'été 2023. Le maire de La Baule veut « éviter de faire fuir nos résidents secondaires qui font vivre nos commerces » (France Bleu, 02/10/2023). Autoproclamé « pays des vacances », c'est aussi le pays des villas vacantes. Dans le département, si Préfailles, La Baule ou Le Pouliguen n'ont pas bougé leur tarif, une quinzaine de communes a monté la taxe d'habitation des absents. Une parade fiscale qui profite aux collectivités ne résout rien pour les gens qui

cherchent à se loger toute l'année. Qu'à cela ne tienne, la Caisse d'épargne Bretagne-Pays de la Loire a monté un site internet pour encourager à acheter des résidences secondaires qui resteront fermées presque toute l'année. Avec des conseils intéressés : « Assurez votre bien et sécurisez le lorsque vous n'y séjournerez pas. Gardez l'esprit zen! Soyez rassuré lorsque vous n'êtes pas chez vous! », explique alors le site madeuxiememaison.fr. L'UDB a lancé une pétition contre stimulation à investir dans un logis qui sera surtout inoccupé. Embêtée, la banque de l'Écureuil a modifié un peu le site, qui propose toujours des caméras de surveillance et des assurances spéciales mais sans plus nommer la clientèle ciblée, les détenteurs de « spas, piscines, caves à vin, objets d'art »**. Une option : planquer les caves à vin au fond des piscines. ■

Samuel Suffry

* Sans compter les 43 120 logements vacants.
** Mais on retrouve les mêmes incitations à résidences secondaires sur le site mère de la Caisse d'épargne, rubrique /emprunter/résidence-secondaire/. Et sur des dizaines de sites de promoteurs, agences immobilières et constructeurs...

Pic et pic et colegram L'été à marée basse

CES DERNIÈRES années, la fréquentation touristique augmentait de quasi 10% tous les ans à La Baule. Cet été, patatras : moins 4% de touristes dans les hôtels et hébergements divers (en Île-de-France, raz de marée : + 120 %). En mai dernier, la Baule a pourtant investi 60 000 €* pour voir passer le flambeau olympique pendant une heure, et attirer l'attention des touristes olympiques, et des Franciliens fuyant la cohue. Le maire rêvait en couleur de « pics de surféquentation » à ab-

sorber en « jouant finement » (Ouest-France, 07/05). Bilan après coup : les cambriolages ont bondi de 20 % dans les résidences principales et secondaires (Ouest-France, 29/10). Solution : créer des résidences tertiaires. Voire quaternaires. ■

* La communauté de communes du pays d'Ancenis a raqué 50 000 €, Vertou et Saint-Sébastien 30 000 € chacun, Basse-Goulaine 10 000 €. Le département a refusé de casquer les 180 000 € exigés pour participer à l'événement, faute de transparence sur l'usage de la somme demandée par le comité organisateur. Pas fair play.

Friponton

Vigie contre les pirates

Haro sur les portoterroristes !

LES PORTS de loisir, ça craint. Les pauvres détenteurs de yachts et navires de plaisance de La Baule et du Pouliguen sont pillés, squattés, occupés pour des pique-niques sauvages et même pire. Ils déplorent vols et dégradations sur leurs canots et « divers incidents », amarres défectueuses, ou des vilains personnages qu'ils ne connaissent pas personnellement, mais occupant illicitement leurs cockpits pour se casser une graine (Ouest-France, 26/09). Refusant le

terme de milice, ce « réseau de prévention » lancé en août 2024 s'appelle Vigieboat. Il incite les propriétaires de yachts et canots à moteur d'alerter la police dès la détection personnelle de tout « comportement suspect ou événement inhabituel ». Plus ou moins. Et si ces proprios ne sont pas officiellement armés, ils ont quand même l'arme de dissuasion massive : un autocollant apposé sur leurs bateaux, bien visible. Avec l'incivilité, faut pas décoller. ■

Pepins

Sous préfictif

La casquette à glands n'efface pas le passé flou.

LA PRÉFECTURE de Nantes sait donner une chance aux presque repris de justice. Débarqué du ministère de l'Intérieur, PEP, Pierre-Emmanuel Portheret dans le civil, a pris le poste de secrétaire général de la préfecture début septembre. Un emploi réel, pas soupçonnable de la moindre fictivité. Il lui faudra un mot d'absence les jours où il préparera sa défense et repassera en procès. Ex-chef de cabinet de Bayrou, ex-directeur général du MoDem, il est accusé de

complicité de travail fictif, dans l'affaire des assistants parlementaires payés par des fonds européens entre 2005 et 2017, mais ne se consacrant en réalité qu'à l'UDF puis au MoDem. Pierre-Emmanuel a été relaxé « au bénéfice du doute » en première instance, mais le parquet a fait appel, considérant que « les faits caractérisent les infractions reprochées et les preuves de ces délits sont réunies contre tous les prévenus ». Le nouveau secrétaire général de la préfecture est prévenu. ■

No border city

Watizat, kézaco ?

Droits, adresses et tuyaux, ce guide pour exilé-es en est plein.

LE WIFI gratos, c'est où, à Nantes? Où trouver les assos compétentes tous azimuts, papiers, numérique, juridique, bouffe, fringues, carte des points d'eau potable, apprentissage du français, laveries, bibliothèques, accueils de jour, hébergement, maraudes alimentaires et hygiène, solidarité femmes ou LGBTQIA+, accès aux hostos, banques, enseignement, tout est listé dans ce guide actualisé pour les réfugié-es et demandeur-euses d'asile. En français en anglais déjà,

en dari (persan parlé surtout en Afghanistan) et en arabe bientôt. Sans salarié ni subvention, animée par des militant-es, une antenne nantaise vient de se créer, qui cherche quelqu'un ayant des compétences InDesign et en traduction en arabe. Initiative à soutenir en achetant la version papier du guide : 2€ couvrent les frais d'impression et d'envoi, donner plus permet d'offrir des guides aux moins friqué-es. En pdf, c'est ici : watizat.org/guides-nantes. ■

À BELLEVUE

Les dernières famille

Mais ici, avec 40%
de chômage, les
gens ne peuvent
pas acheter...

Mais que font les élus?
vous voulez gentrifier
Bellevue? HO! HO!

Jacqueline,
militante CGT

(Au début, la démolition du 34-36
devait permettre de voir le lycée depuis
la rue Romain Rolland...)

Une habitante du 32:

On doit déménager pendant les travaux

Le lycée du
sacré-cœur
est derrière
ce projet

Les dernières familles
ne veulent pas partir...
Les anarts sont bien!

ils ont fait
une fête
du grand
Bellevue

Puis on nous a dit que c'était pour planter des arbres, et que le dessin du parc serait confié aux élèves de l'école

Johanna
Rolland
dit "je
détruis
et
j'assume"

Mais en dix ans on
n'a rien vu !!

Elle veut bien recevoir les associations qui s'opposent, mais pas de vagues, pas de médias... il faut que ça reste entre nous!

De nombreux projets immobiliers sont en cours sur la place, mais les promoteurs n'ont pas d'acheteurs...

Selon Nantes Métropole, ce projet à 350 millions d'euros serait en voie d'accélération " mais son échéance est repoussée en 2030 !

ça n'a rien à voir avec le sacré-cœur... c'est une invention du journaliste!

On ne démolit pas pour le plaisir...

mais pour améliorer la vie des habitants du quartier...

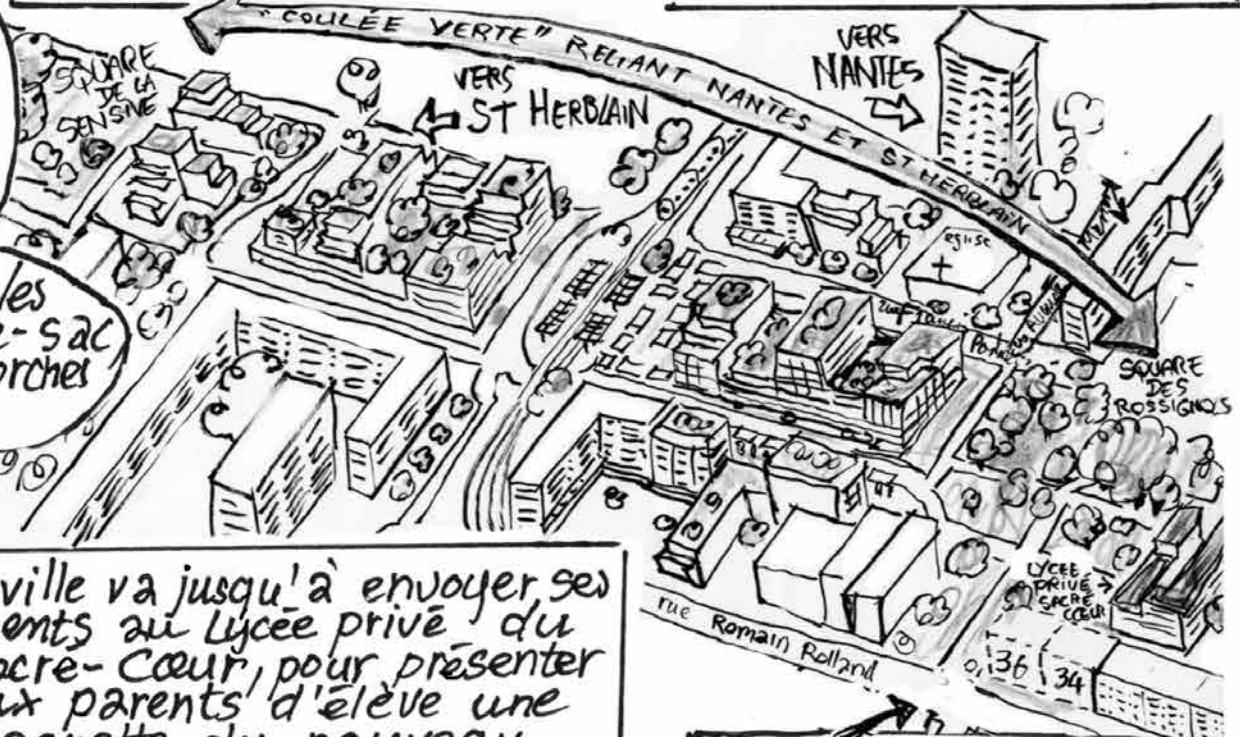


Bassem Asseh, 1^{er} adjoint à la mairie...

on renove l'espace public en veillant à éviter les erreurs du passé...

éviter les culs-de-sac les porches...

étonnamment, les représentations officielles du projet éludent ces deux bâtiments



La ville va jusqu'à envoyer ses agents au lycée privé du Sacré-Cœur, pour présenter aux parents d'élève une maquette du nouveau Bellevue, sans le 34-36...

l'épicerie Hallal, à côté de la poste

Désormais, il manque les contacts humains... avant on se retrouvait quand on faisait ses courses

Je paye le tramway pour aller jusqu'à Égalité à l'Intermarché...

ils ont démoli avant d'avoir les promesses d'achat



aujourd'hui, il n'y a plus rien...

Au Carrefour city, une "coulée verte", moins vendeuse, fait baisser le chiffre d'affaire et la clientèle...

vous voyez dans quoi on vit?

à cause des travaux on est inondés depuis février...

Mes Frigos sont tombés en panne

j'en ai fait une crise cardiaque...

je me sens abandonné...

Tout le sous-sol est sous l'eau

j'en peux plus

Le chantier est retardé

ils n'arrivent pas à vendre

Je vais avoir des soucis avec ce que je vous dis

Mais bon j'ai failli crever alors allez-y gaiement!

Des agents de la ville passent mais rien ne change...

j'ai du prendre un avocat

moi j'ai des clients en face qui ne veulent pas partir...



mais certains ont été expulsés de force...

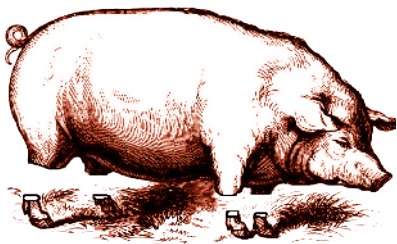
Le Grand Bellevue? Il faut voir l'envers du décor



PJC & PLOC

Garez-vous ! Post-langage

ATENTION aux bons mots. Une bagnole qui n'a pas payé son stationnement ne risque pas une prune. Ni une contravention, comme dans l'ancien temps. Cette forfaiture automobile est désormais sanctionnée par un forfait de « post-stationnement ». Avec les voitures à caméras chargées de faire la chasse aux contrevenants, tout a changé pour les agents à l'affût devant les écrans : « À partir des images que nous envoient les scan-cars, ils vont pouvoir analyser les différentes situations et juger, en pleine conscience, s'ils doivent déclencher, ou pas, l'émission d'un forfait post-stationnement ». On notera au passage l'expression New Age « en pleine conscience ». Les agents verbalisateurs font de la post-méditation devant leurs post-écrans ou quoi? ■



Bétonnisation Cochon qui s'en déduit

UNE BOUTEILLE de gaz customisée, peinte en rose bonbon par les agents municipaux pendant le confinement : le bourg de La Chevaleraie avait sa mascotte, un cochon de fonte, placé au centre d'un rond point. En décembre 2021, la bestiole disparaît. Mystère. Un kidnapping sans demande de rançon. Le cochon est retrouvé dans un bois, deux ans plus tard. Pour éviter un nouvel enlèvement, il est truffé de béton et scellé à une dalle d'ardoise. Et puis c'est le drame : la commune « sous le choc » (*L'Éclair de Châteaubriant*, 23/05) retrouve son cochon sur le dos, les pattes de fer toujours scellées mais le reste du cochon désarçonné. La gendarmerie est sur les dents. Aucune déduction après les constatations sur les lieux du drame. Vivement un observatoire de la cochonophobie et du rosovandalisme. ■



Sinpissinc Les antimoquette à genoux

Vous l'avez raté et, pas de chance, ça ne repasse pas en replay. « De Dieu on ne se moque pas », clament les susceptibles... Le 4 août, les cathos intégristes de la Fraternité Saint-Pie-V ont prié en live dans l'église Saint-Clément « en réparation des offenses envers Dieu et du scandale de cette mise en scène ». De qui de quoi? « L'ouverture des JO » et ses représentations offensantes et décadentes. Il fallait bien une prière trans. Celle qui transcende. ■

Extra que tivisme

Bennes tout bénéf

Pour reboucher une vieille carrière, pas besoin de faire le tri. Sauf les jours d'inspection...



ler le baratin maison : « L'environnement n'est pas une posture, mais bien "une nécessité" pour le groupe Lafarge » (*Ouest-France* 22/02/2012).

Mijoté d'embrouille à la syrienne

Cette histoire de remblais voyous, c'est un comble. Mais ça reste une peccadille quand le groupe Lafarge Holcim est toujours mis en examen depuis 2016 pour complicité de crimes contre l'humanité et financement du terrorisme en Syrie, en arrosant Daesh pour maintenir en marche son usine de ciment, avec la complicité des services d'espionnage

français. Il faudrait quelques camions bennes pour enfouir tout ce passé muscade. Sans trier bien sûr. Chez les concurrents, même méthode. La carrière de L'Ennerie à Chauvé est contrôlée le 25 juin. Exploitant : CMGO*, c'est à dire Colas, donc le groupe Bouygues. Même laxisme sur les documents obligatoires montrés par les chauffeurs de camions : ici, les registres sont muets sur les traces ou les soupçons de pollution du chargement. Le contrôleur à l'entrée de la carrière ferme les yeux, et ne vérifie pas non plus le contenu des pe-

tites bennes de déchets de chantier. L'autorité environnementale a délivré une mise en demeure : il faudra désormais exiger les bons documents et jeter un œil, sans regarder en l'air, sur le vrai contenu des bennes. Un benêt bénévole donnant benoîtement sa bénédiction aurait suffi. ■

Tony Remblair

* Carrières et matériaux du Grand-Ouest, exploitant 45 carrières, des Côtes d'Armor aux Hautes-Pyrénées.

Écrans de téléxpulsion

Le centre de rétention des migrant-es n'est pas encore construit à Nantes que déjà le tribunal administratif s'est équipé en postes de télé permettant des genres d'audiences diminuées, à distance. À des kilomètres l'un de l'autre, le juge et la personne concernée ne se rencontrent pas. Le jugement est protégé par un écran, depuis une salle attenante au centre de rétention administrative. Les avocat-es doivent choisir : être aux côtés de leur client-e ou dans la salle d'audience du tribunal. Cette déshumanisation est permise par la loi Darmanin et

le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, qui réduit les droits de la défense. Après la sanction en visio, l'expulsion opte pour le présenciel. ■

Je vous tire mon château

C'EST à pleurer. La bâtisse familiale va être vendue. « Ce n'est pas une page qui se ferme, mais un livre » (*L'Hebdo de Sèvre-et-Maine*, 27/08). La famille De Bascher va « se séparer » de son château de La Berrière, au bord des vignes, à Barbechat. Manque d'argent, succession, indivision. C'est poignant, cet arrachement. Le bâtiment est présenté comme « acquis en 1737 par un ancêtre amateur de vieilles pierres ». Sans dire que l'ancêtre, François Bertrand de Cœuvres, est financier nantais, bien mouillé dans la traite négrière. Une page refermée sur un livre de comptes. ■

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Bernard Dihère, Clément Dragor, Ioo, Le Cil Vert, Anis Mauresque, Jeanne Morue, Jules de chez Smith, Machin, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Pich, Sophie Nasri.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.

N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu est éditée par l'association La Luttre à Leuleu (c/o Sans Sheriff, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes).

Tirée à 1 600 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : **La Luttre à Leuleu**
Adresse : c/o Sans Sheriff
..... 18 rue Geoffroy-Drouet
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en ligne
Courriel : (papier ou pdf) via notre
site lalettrealulu.fr